



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

*File copy*



Distr.  
LIMITEE

E/ECA/ATRCW/ARCC/85/3  
5 avril 1985

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Sixième reunion du Comité régional  
africain de coordination pour  
l'intégration de la femme au  
developpement

Addis-Abeba (Ethiopie)  
15 - 17 avril 1985

RAPPORT D'ACTIVITES DU CENTRE AFRICAIN DE RECHERCHE  
ET DE FORMATION POUR LA FEMME

AVRIL 1984 - AVRIL 1985

## TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. Introduction	1
II. Mise en oeuvre des résolutions de la cinquième réunion du CRAC	1
A. Renforcement des mécanismes de conception de gestion et de suivi des projets en faveur de la femme	1 - 6
B. Mobilisation des ressources humaines et financières au titre des programmes régionaux et sous-régionaux en faveur de la femme	6 - 7
C. Promotion de la femme africaine dans le système des Nations Unies	7
D. Renforcement du CRAC et des Comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement	7
E. Réunion intergouvernementale régionale préparatoire en vue de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix. Troisième conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement	7 - 8
III. Autres activités du CARFF	9
Participation aux réunions	9 - 11
Annexe I. ACTIVITES AU NIVEAU DES MULPOCS	
Annexe II. PUBLICATIONS DU CARFF PENDANT LA PERIODE 1984-1985	

## I. INTRODUCTION

1. Lors de sa cinquième session qui s'est tenue à Addis-Abeba, du 16 au 18 mai 1984, le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement a formulé des recommandations visant entre autres le renforcement des compétences et connaissances des femmes particulièrement dans le domaine de conception, de gestion et de suivi des projets; l'élaboration d'une stratégie pour la promotion du rôle de la femme dans le développement à l'horizon 2000 ainsi que la mobilisation des ressources humaines et financières pour la réalisation du programme d'activités en faveur des femmes au niveau national, sous-régional et régional. Pour répondre à cet appel, le Centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF) a conçu un programme d'activités axé essentiellement sur la formation afin de s'assurer que les femmes africaines participent pleinement et de manière efficace au processus de développement économique de leurs pays. Comme par le passé, il a encouragé l'utilisation des ressources humaines disponibles sur le continent. Il a en outre pris l'initiative d'organiser une table ronde des donateurs pour l'assistance aux femmes en Afrique au cours de laquelle il leur a présenté les nouvelles stratégies de la région pour la promotion de la femme au delà de la Décennie adoptée par la réunion régionale intergouvernementale préparatoire en vue de la conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme tenue à Arusha du 8 au 12 octobre 1984. Le CARFF a par ailleurs participé aux réunions organisées par d'autres institutions. Ceci a permis de faire connaître la position de la femme africaine et le rôle qu'elle joue dans le développement du continent. Ce rapport se propose de passer en revue les activités entreprises par le CARFF au cours de la période avril 1984-avril 1985. Celles qui ont été réalisées dans le cadre des cinq MULPOCs sont énumérées en annexe.

## II. MISE EN OEUVRE DES RESOLUTIONS DE LA CINQUIEME REUNION DU CRAC

2. La cinquième réunion du CRAC a adopté six résolutions qui ont été approuvées par la neuvième session de la Conférence des ministres de la CEA tenue à Addis-Abeba du 24 au 28 mai 1984. Ces résolutions lancent un appel aux Etats membres et aux organismes internationaux tels que la CEA, l'OUA, le PNUD et le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme pour qu'ils augmentent leur assistance aux programmes des femmes. Comme le montre ce rapport, la CEA n'a épargné aucun effort pour la mise en application des résolutions que la réunion lui a adressées.

### A. Renforcement des capacités de conception de gestion et de suivi des projets en faveur de la femme

3. Le CARFF a toujours reconnu l'importance de l'éducation et de la formation dans le développement des pays. Aussi, son programme d'activités a, chaque fois, mis l'accent sur la formation qui permet à la femme africaine de jouer un rôle significatif dans le développement socio-économique de son pays et du continent.

4. Au cours de cette période, l'action du CARFF dans ce domaine a été centrée sur la formation en techniques de planification et de gestion dans le souci de s'assurer que les projets en faveur des femmes soient bien formulés, pour leur insertion dans les plans de développement nationaux et qu'ils soient ensuite bien exécutés. Il a en outre poursuivi ses activités visant à améliorer les techniques de gestion et de production des femmes afin qu'elles puissent en tirer un meilleur profit.

a) Formation en techniques de gestion et en planification du développement

i) Cours sur la planification du développement, la gestion et la femme, Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 10 septembre au 19 octobre 1984

5. Le sixième cours sur la planification du développement, la gestion et la femme a été organisé du 10 septembre au 19 octobre 1984 à ECAMI, Arusha (République-Unie de Tanzanie). Onze hommes et femmes de sept pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est et australe y ont participé. La contribution du CARFF à ce cours a été d'orienter et de diriger les débats sur les questions relatives à la femme dans l'agriculture, la femme et la science et la technologie, l'accès de la femme au crédit, la femme et l'éducation, les stratégies alternatives pour le développement africain et la femme, la femme et les mécanismes nationaux ainsi que les structures nationales et internationales pour l'intégration de la femme au développement. Le cours est organisé dans la sous-région depuis 1981 grâce au financement du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des contributions volontaires des Nations Unies pour la Décennie de la femme. La possibilité d'organiser à l'intention des pays francophones un cours sur le thème "La femme et la planification du développement" a été examinée avec plusieurs organismes donateurs en février 1985.

ii) Formation des femmes à la fonction de chef d'entreprise

6. Dans le cadre de ce projet financé par l'Agence suédoise pour le développement international, le CARFF a organisé deux réunions d'élaboration du programme de formation. L'objectif de ces réunions était de s'assurer que les programmes ainsi formulés répondaient aux besoins en formation des femmes futures chefs d'entreprise.

7. La première réunion concernant le programme de formation des femmes originaires des pays anglophones s'est tenue du 14 au 18 août 1984, au "College of Adult and Distance Education" de l'Université de Nairobi au Kenya. Les institutions suivantes y étaient représentées : Le Bureau des femmes du Kenya, la Chambre nationale du commerce et de l'industrie du Kenya, l'Association africaine pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes, l'Université de Nairobi (Département de la gestion des affaires et le College of Adult and Distance Education) ainsi que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Les discussions ont porté sur le programme de formation, la méthodologie, le matériel de formation et les méthodes d'évaluation. Le programme adopté par les experts comprend les principaux thèmes suivants : introduction à l'économie, concepts et techniques de gestion, comptabilité, aspects légaux, préparation d'un projet. Les experts ont d'autre part discuté de critères de sélection de candidates. A ce

sujet, ils ont recommandé que le programme soit adressé de préférence aux femmes rurales ou semi-urbaines qui n'ont pas d'accès facile aux autres possibilités de formation.

8. La deuxième réunion qui s'est tenue à Abidjan, du 27 au 30 novembre 1984, a rassemblé seize experts représentant les organismes suivants : Le Centre d'assistance et de promotion de l'entreprise nationale (GAPEN); Cosmivoire (une PME qui fabrique du savon), le Groupe épargne mutuel (GEM); le Centre de perfectionnement audio visuel (CEPAV); le Ministère de la condition féminine; le Centre ivoirien de gestion des entreprises (CIGE); le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Ces experts appelés à se prononcer sur le programme de formation des femmes originaires des pays francophones ont adopté les thèmes suivants : l'introduction à l'économie d'entreprise, le choix des investissements et de financement, la production, le marketing et la gestion d'entreprise; les aspects légaux, les notions de comptabilité; la gestion du personnel et le développement personnel. S'agissant de la sélection des candidates, les experts ont recommandé une interview pour cerner leur motivation. Ils en ont outre abordé la question de l'assistance qui sera accordée aux meilleurs projets à la fin du séminaire. A ce sujet, ils ont demandé avec insistance que cette assistance soit considérée comme une prime aux deux projets ayant plus de probabilité de réussite et de réalisation dans un proche avenir. Les critères de sélection de ces projets seront déterminés ultérieurement.

9. En plus de ces deux réunions préparatoires, le CARFF a organisé en collaboration avec le Centre ivoirien de gestion des entreprises (CIGE) le premier séminaire de formation des femmes francophones à la fonction de chef d'entreprise à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 25 février au 3 mai 1985. Quatorze candidates originaires des pays qui suivent ont été invitées à y participer : le Burundi, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, la Guinée équatoriale, Madagascar, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, Tchad, le Togo et le Zaïre. Les autres pays d'expression française participeront au deuxième séminaire qui se tiendra du 20 mai au 26 juillet 1985.

10. Pour ce qui concerne les pays anglophones, le premier séminaire est prévu du 15 avril au 21 juin 1985 pour onze participantes. Au moment où s'écrit ce rapport, le CARFF a déjà reçu les dossiers de candidature des pays suivants : Botswana, Ethiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Libéria, Ouganda, Sierra Léone, Swaziland, Soudan, Tanzanie et Zimbabwe. Le deuxième séminaire sera organisé du 15 octobre au 20 décembre 1985.

b) Séminaire régional sur la femme et la prise de décision dans les médias, Addis-Abeba, 11-14 février 1985

11. Le séminaire régional sur la femme et la prise de décision dans les médias pour les pays anglophones au Sud du Sahara s'est tenue à Addis-Abeba du 11 au 14 février 1985. Elle était organisée par la CEA en collaboration avec l'UNESCO. Les participants au séminaire étaient des hauts fonctionnaires responsables des médias des pays suivants : Botswana, Cameroun, Ethiopie, Gambie, Ghana, Lesotho, Libéria, Ile Maurice, Nigeria, Tanzanie, Sierra Léone, Zambie et Zimbabwe.

12. L'objectif du séminaire était d'examiner la situation des femmes dans les médias en Afrique en vue de faire des recommandations sur les meilleurs moyens d'amener les médias à répondre de manière plus adéquate aux besoins des femmes en information.

13. Les recommandations formulées par les participants visent la formation d'un plus grand nombre de femmes dans le domaine des communications, la promotion des femmes au niveau de prise de décision, l'utilisation de technologie plus appropriée, une meilleure présentation de l'image de la femme dans les médias, une plus large diffusion d'information sur la communication et l'image de la femme dans les médias.

c) Suivi des projets en faveur de la femme

14. Le CARFF a poursuivi l'exécution des projets suivants :

i) Formation en teinturerie par la technique des noeuds et coopérative au Togo

15. Les principaux objectifs de ce projet sont :

a) L'amélioration des méthodes de teinturerie traditionnelle par l'initiation à la teinturerie par la technique des noeuds;

b) La formation de deux coopératives pilotes.

Après la formation en teinturerie par la technique des noeuds, les quinze femmes togolaises ont été regroupées en deux coopératives. Une spécialiste en coopérative et deux couturières ont été recrutées pour encadrer et superviser le travail des stagiaires.

ii) Amélioration des techniques de fumage et de conservation du poisson

16. L'objectif de ce projet est d'introduire une nouvelle technologie de fumage de poisson dans le village d'Ettoussika en Côte d'Ivoire. La première démonstration de l'utilisation des trois fours Altona a eu lieu en juin 1984. Toute la population a participé avec enthousiasme à cette démonstration, les femmes ont contribué le bois tandis que les hommes ont apporté le poisson. Ce sont les femmes, elles-mêmes, qui installaient le poisson sur les claies et qui alimentaient de foyer en bois. Ceci leur a permis d'observer les différentes parties du four qui sont :

a) Un foyer en briques réfractaires surmonté d'une chambre de fumage;

b) Le foyer et la chambre munis de portes métalliques qui permettent la conservation de la chaleur à l'intérieur de l'installation;

c) Le système de réglage qui assure la bonne répartition de la chaleur à l'intérieur de la chambre de fumage;

d) A l'intérieur de cette chambre de fumage, un chariot sur rails fait de claies superposées qui porte le produit à fumer.

17. Pendant les trois heures qu'a duré la démonstration, les experts ont donné les explications nécessaires sur le fonctionnement de l'installation, surtout sur le système de réglage ainsi que les possibilités d'utiliser le four pour d'autres usages comme la panification.

18. Les villageoises ont été très satisfaites de la nouvelle technologie car elle réduit le temps et la quantité de bois nécessaires pour le fumage du poisson. Elle se sont également rendues compte que le produit obtenu est de bonne qualité et que les pertes sont réduites car la manipulation devient facile.

iii) Amélioration des techniques de teinturerie dans l'industrie textile et création de coopératives (Côte d'Ivoire et Sénégal)

19. Dans le cadre de ce projet, le CARFF a organisé en 1983, la formation en teinturerie par la technique des noeuds de 60 femmes appartenant à deux coopératives en Côte d'Ivoire et 41 femmes à Mbour (Sénégal). Ces dernières ont également appris la teinturerie par impression, la broderie et la couture.

20. Le Comité consultatif du Fonds des contributions volontaires des Nations Unies pour la Décennie de la Femme a accentué de continuer son assistance aux deux projets en vue de renforcer particulièrement leurs aspects management et marketing. Toutefois, le CARFF attend de connaître les mesures prises par les deux gouvernements à l'égard d'une recommandation concernant une étude de marché qui doit être effectuée. Cette étude a été jugée indispensable avant d'envisager toute expansion du projet, spécialement au Sénégal.

iv) Formation en vue de l'utilisation optimale de l'aide alimentaire reçue au titre de secours et des activités rétribuées en nature

21. Ce projet est exécuté en Ethiopie par l'Institut éthiopien de nutrition avec le financement du Fonds de Contributions volontaires des Nations Unies pour la Décennie de la femme. Il vise l'utilisation rationnelle de l'aide alimentaire dans les régions touchées par la sécheresse. A cet égard, le projet prévoit l'organisation d'un programme de formation de la population dans les régions du Balé, Gamo Goffa et Bollo. Dix sept animateurs chargés de l'exécution de ce programme de formation y ont été préparés au cours d'un séminaire organisé par l'Institut éthiopien de nutrition à Addis-Abéba du 24 septembre au 10 octobre 1984. Les principaux thèmes abordés étaient la nutrition, la santé, l'agriculture et la mise en oeuvre de programme d'auto-assistance dans les communautés touchées par la sécheresse.

v) Répertoire des mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement

22. Comme cela a été souligné dans le rapport à la cinquième réunion du CPAC, ce répertoire est prêt pour la publication. Il comprend cinq parties :

1. Origine et historique des mécanismes nationaux
2. Les différents types de mécanismes nationaux
3. Le répertoire des mécanismes nationaux, régionaux et sous-régionaux

4. La liste des sources de financement des projets en faveur des femmes
5. La liste des institutions africaines de formation.

Le document sera distribué au cours de la Conférence mondiale sur la Décennie des Nations Unies pour la femme à Nairobi, en juillet 1985.

vi) Bourses d'études

23. Au cours de cette période, une personne a bénéficié du programme des bourses d'études. Elle est dans sa quatrième année d'études médicales au Libéria.

vii) Activités de recherche

24. Le CARFF attache une grande importance à la diffusion d'information. Au cours de la période 1984-1985, les activités de recherche du CARFF ont été concentrées sur le problème de la crise alimentaire. En effet, le CARFF a effectué en collaboration avec la Division conjointe CEA/FAO de l'Agriculture, une étude de pré-factibilité sur la réduction des pertes alimentaires au Togo et en Sierra Leone. Il a, en outre, entrepris une étude sur le rôle de la femme dans la solution de la crise alimentaire en Afrique. Cette dernière étude faisait partie des documents de travail de la Conférence régionale. D'autre part, une étude sur le statut juridique de la femme en Ouganda, a été effectuée. La liste des publications du CARFF en 1984/85 se trouve en annexe.

B. Mobilisation des ressources humaines et financières au titre des programmes régionaux et sous-régionaux en faveur de la femme

25. La mobilisation des ressources humaines pour les programmes en faveur de la femme a été réalisée dans le cadre du programme de l'Equipe spéciale des femmes africaines pour le développement, financé par l'Agence suédoise pour le développement international. Ce programme, unique en son genre, consiste à mettre au service des pays qui en font la demande, les compétences, connaissances, expérience et la bonne volonté des spécialistes des autres pays.

Equipe spéciale des femmes africaines pour le développement

26. Au cours de cette période, ce programme a continué à mettre l'accent sur les pays les plus démunis, les pays nouvellement indépendants et les mouvements de libération nationale comme suit : Au mois d'août 1984, la responsable de l'Equipe spéciale au CARFF a effectué une mission dans un camp de réfugiés namubiens en Zambie. Cette mission avait pour but d'étudier les possibilités de développer un projet générateur de revenu. A la suite de cette mission, un projet a été formulé et envoyé au Conseil des femmes S'WAPO pour considération. Le projet sera exécuté en collaboration avec le FICE et le BIT en Zambie.

27. Pendant longtemps, les barrières linguistiques n'ont pas permis au CARFF d'accorder l'attention nécessaire aux pays lusophones. Avec le recrutement en août 1984 d'un volontaire des Nations Unies originaire de Guinée-Bissau, dans le service de l'Equipe spéciale, le CARFF sera en mesure de mieux répondre aux besoins



de ces pays. Le volontaire a déjà effectué une mission d'identification des projets en Angola, au Mozambique et à São Tomé-et-Príncipe. Il se penchera ensuite sur les problèmes des trois autres pays : le Cap Vert, la Guinée-Bissau et la Guinée équatoriale.

28. De plus, deux experts de l'Equipe spéciale ont effectué respectivement deux études économiques sur la femme dans l'entreprise textile à Lubumbashi (Zaïre) et au Burundi. Ces études seront utilisées comme document de travail au séminaire inter-sous-régional sur le développement et la gestion des entreprises textiles dans les pays francophones, qui se tiendra en juin 1985 au Mali.

29. En outre, un tunisien très qualifié dans la vannerie a été envoyé au Cameroun pour enseigner sa technologie dans un home-atelier.

30. Enfin, deux volontaires nationaux ont été recrutés pour mettre sur pied un programme de garderie de 150 enfants de femmes installées dans le camp de Golgotta (Ethiopie). Ce projet vise à alléger le fardeau des femmes engagées dans les activités économiques et génératrices de revenus dans le cadre du programme de réhabilitation et de secours en Ethiopie.

#### C. Promotion de la femme africaine dans le système des Nations Unies

31. Cette résolution n'a pas eu beaucoup d'écho pendant la période en revue. Il faudra plus d'efforts pour atteindre les objectifs fixés par l'Assemblée générale dans sa résolution 33/143 du 20 décembre 1978.

#### D. Renforcement du CRAC et des Comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement

32. Conformément à la résolution n. 4 de la cinquième réunion du CRAC, le CARFF a envoyé aux Etats membres, pour examen et discussion, le document intitulé "Note révisée sur le cadre institutionnel régissant les relations entre les divers organes établis pour promouvoir l'intégration de la femme au développement". Le CARFF a également veillé à ce que le document soit discuté au cours des réunions des comités sous-régionaux. La version révisée de la note fait partie des documents de travail soumis à la sixième réunion du CRAC. La discussion de ce document est prévue sous un autre point de l'ordre du jour.

#### E. Réunion intergouvernementale préparatoire/troisième conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement

33. La troisième conférence régionale organisée conjointement par les Secrétariats de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et de l'Organisation de l'Unité africaine s'est tenue du 8 au 12 octobre 1984 à Arusha, République-Unie de Tanzanie. Son but principal était d'évaluer les réalisations de la Décennie des Nations Unies pour la femme et de formuler des nouvelles stratégies pour la promotion de la femme au-delà de la Décennie. Des hauts responsables de 30 Etats membres ainsi que de nombreux observateurs ont participé aux travaux de la Conférence. Les Etats membres représentés étaient : Algérie, Angola, Botswana,

Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Léone, Soudan, Swaziland, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe. Les questions qui ont retenu l'attention de la Conférence sont : l'examen et l'évaluation des progrès accomplis et des obstacles rencontrés au cours de la Décennie des Nations Unies pour la femme (1976-1985) et les stratégies prospectives pour la femme africaine à l'horizon de l'an 2000. Au titre de l'examen et l'évaluation de la Décennie des Nations Unies pour la femme, la Conférence a passé en revue les questions suivantes :

- a) Examen et évaluation de la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix;
- b) Le rôle de la femme dans la solution de la crise alimentaire;
- c) La femme et la Décennie du développement industriel en Afrique;
- d) La femme sous le régime de l'Apartheid;
- e) Les femmes réfugiées et déplacées en Afrique;
- f) Les femmes et l'identité culturelle en Afrique.

La Conférence a d'autre part adopté les stratégies prospectives pour la promotion de la femme au-delà de la Décennie. Ces stratégies préparées par un groupe d'experts organisés à Arusha, du 4 au 6 octobre 1984 ont identifié les domaines clés qui ont besoin d'une attention particulière comme étant l'alimentation et l'agriculture, l'industrie, l'environnement, la science et la technologie, l'eau et l'énergie, le développement des ressources humaines y compris l'emploi, la santé et l'éducation.

Table ronde des donateurs, Arusha (République-Unie de Tanzanie) le 13 octobre 1984

34. Une table ronde des donateurs a été organisée le 13 octobre 1984 à Arusha, (République-Unie de Tanzanie). Au cours de la réunion, les donateurs ont pris note des stratégies prospectives pour la promotion de la femme au delà de la Décennie qui venaient d'être adoptées par la réunion inter-gouvernementale régionale préparatoire en vue de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix.

35. Certains pays et organismes ont pris l'engagement d'apporter une contribution à l'exécution de ces stratégies.

### III. AUTRES ACTIVITES DU CARFF

#### Participation aux réunions

a) Séminaire des femmes des pays de la Ligne de Front sur l'Apartheid, Dar-es-Salaam, 23-25 juillet 1984

36. Le séminaire des femmes de la Ligne de Front sur l'Apartheid s'est tenu à Dar-es-Salaam, du 23 au 25 juillet 1984. Son objectif principal était de passer en revue la situation des femmes vivant sous le régime de l'Apartheid et le rôle des pays de la Ligne de Front, ceci en préparation des discussions de la Conférence régionale. L'Angola, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe étaient représentés à la réunion. De même, la CEA, l'OUA, l'ANC et PAC y ont participé en qualité d'observateur. Le séminaire a formulé onze recommandations mettant l'accent sur l'embargo et l'isolation politique de l'Afrique du Sud, le rôle spécial des organisations des femmes dans les pays de la Ligne de Front, le soutien aux mouvements de Libération, le démantèlement du système du développement séparé et sur le rôle de l'OUA vis-à-vis des mouvements de libération. Le plus grand souhait de ce séminaire était que la Conférence mondiale qui se tiendra à Nairobi en juillet 1985 fasse siennes les recommandations de la Conférence régionale sur cette question d'Apartheid.

b) Réunion du Conseil de l'Organisation panafricaine de la Femme (OPF), Alger, 8-11 décembre 1984

37. Le CARFF a représenté la CEA à la réunion du Conseil de l'OPF qui s'est tenue à Alger, du 8 au 11 décembre 1984. Le Conseil, qui se réunit tous les deux ans, avait les points suivants à son ordre du jour; le rapport d'activités du Secrétaire général; les déclarations des observateurs; la considération du programme et du budget de l'Organisation; et l'adoption de la déclaration finale et des résolutions. Vingt quatre pays étaient représentés à cette réunion ainsi que l'ANC et le S'APO. Il s'agit des pays suivants : Algérie, Angola, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Congo, Libye, Mali, Mozambique, Madagascar, RASD, Sénégal, République-Unie de Tanzanie, Togo, Tunisie et Zimbabwe. La CEA participait à la réunion en qualité d'observateur.

38. La déclaration finale de la réunion fait appel à la solidarité avec les peuples vivant sous le joug de l'impérialisme du colonialisme et du fascisme. Elle condamne fortement le régime de l'Apartheid et déplore le fait que d'énormes sommes d'argent sont consacrées à l'armement alors qu'elles pouvaient être servies à soulager la souffrance des millions de gens qui meurent de faim dans le monde. Le Conseil a par ailleurs loué les activités du CARFF dans la région et a recommandé que l'OPF et le CARFF joignent leurs efforts dans leur lutte contre la famine et la crise alimentaire. La prochaine réunion du Conseil se tiendra en Angola, vers la fin de 1985.

c) Deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA II), Genève, 9-11 juillet 1984

39. Le CARFF faisait partie de la délégation de la CEA à la deuxième conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (CIARA II) qui s'était

tenue à Genève, du 9 au 11 juillet 1984. Il convient de souligner que la première Conférence qui s'est tenue en avril 1981, avait réussi à attirer l'attention du monde sur le drame que vivent les cinq millions de réfugiés africains. De même manière, CIARA II s'était fixé pour objectifs de reconnaître et de créer des liens entre l'aide alimentaire et l'assistance au développement dans le cadre de l'aide aux réfugiés et d'autre part de soutenir les pays d'asile et ceux recevant les réfugiés rapatriés.

40. Au cours de cette conférence, le Secrétaire exécutif de la CEA a souligné que quelles que soient les solutions qui pourraient être trouvées aux problèmes des réfugiés en Afrique, il faudrait veiller à ce que celles-ci ne débouchent pas sur leur retour à la pauvreté. Il a également fait appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne conscience d'autres maux qui sévissent sur le continent africain. Il s'agit de la sécheresse, la famine, la pauvreté et le chômage qui forcent des millions de gens à se déplacer. Plusieurs pays ont répondu à cet appel en annonçant leur contribution aux projets présentés par la conférence.

41. Cette situation dramatique exige un effort réel aux niveaux national, sous-régional, régional et international, afin de mieux faire face aux besoins des réfugiés et des rapatriés. Le nouveau concept d'assistance aux réfugiés et rapatriés est de les guider tout en les transformant progressivement en éléments actifs dans les pays d'accueil.

- d) Conférence conjointe CEA/Université de Dalhousie sur le Plan d'action de Lagos et l'avenir des relations économiques internationales en Afrique : étude des projections et de leurs conséquences à l'intention des décideurs, Canada, 2-4 novembre 1984

42. Comme l'indique son titre, la Conférence avait pour but de faire une réflexion sur le Plan d'action de Lagos et l'avenir des relations économiques internationales en Afrique. Elle était présidée par le Secrétaire exécutif de la CEA. En guise de contribution à la conférence, le CARFF a présenté un document qui a été très apprécié sur "les Femmes, majorité en Afrique et stratégies pour l'avenir : une perspective régionale".

- e) Participation à la cinquième session du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

43. La CEA a participé à la réunion susmentionnée en sa qualité de membre de droit du Conseil d'administration de l'Institut. Après avoir examiné un rapport exhaustif sur l'exécution du programme de travail de l'Institut et les questions administratives et budgétaires, les participants à la réunion ont étudié deux questions de fond. La première concernait le rapport portant sur un projet lié au rôle des femmes dans les relations économiques internationales et le suivi du projet. Les divers travaux de recherche au titre de ce programme devait porter en particulier sur la macro-économie et la micro-économie et les relations réciproques entre elles ainsi que leurs répercussions sur le rôle et la condition de la femme. Les documents sur ces travaux intéressants ont été examinés lors d'une réunion consultative au cours de laquelle des principes directeurs ont été formulés sur la structure du rapport exhaustif final. Le projet vise à déterminer comment adopter, dans le cadre des débats actuellement en cours sur le développement, une nouvelle approche des modèles de développement en vue de la promotion de la femme.

44. La seconde question portait sur le plan à moyen terme de l'Institut pour la période 1986-1992. Enfin, les travaux ont concerné le rôle des femmes dans la mise en oeuvre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement et les arrangements de coopération que l'Institut a conclus avec les centres de liaison de plus en plus nombreux qu'il a mis en place.

f) Réunion annuelle des commissions régionales et du Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme

45. Une réunion de trois jours s'est tenue à New York entre le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et les commissions régionales afin d'étudier et de débattre le nouveau mandat du Fonds tel qu'il a été adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 39/125. Il conviendrait de rappeler que 38 p. 100 des projets ayant reçu un financement concernent l'Afrique. La mission du Fonds a été élargie de façon à lui prévoir un rôle catalyseur dans la promotion de la participation de la femme aux activités essentielles de développement. Il a été convenu que tout devrait être mis en oeuvre pour que le Fonds soit maintenu au-delà de la Décennie. Les nouvelles procédures régissant les relations entre les gouvernements et les commissions régionales d'une part et le Fonds de l'autre ont été examinées. Le concours de toutes les parties concernées à la prochaine Conférence mondiale prévue à Nairobi a été estimé essentiel.

## ANNEXE II

## PUBLICATIONS DU CAREFF/ATRCW PUBLICATIONS 1984-1985

1. Women, Planning and Policy in Malawi;
2. Le droit et la condition de la femme au Maroc;
3. Les femmes et les médias en Afrique, étude de cas de la Sierra-Léone, du Niger et de l'Egypte;
4. Women and Development in Mali : an annotated bibliography;
5. Manuel sur le développement de l'enfant, la vie familiale et la nutrition;
6. ATRCW Update;
7. Rapport et Workshop for Trainers and Planners on appropriate technology for the rural family;
8. Workshop on Firewood and Energy Development for Rural Women;
9. Rapport du Séminaire sur l'administration et la gestion des coopératives;
10. Situation de la femme dans les mécanismes de crédit et création d'un système de fonds de garantie pour les femmes, cas du Congo, du Gabon et de la République-Unie du Cameroun (English and French Edition);
11. Rapport du séminaire sur les activités féminines génératrices de revenus dans le monde rural, l'artisanat et les petites industries au Niger;
12. The African women's development Task Force : some case histories (English and French Edition);
13. Women's Organizations in Zimbabwe;
14. A study of Kele Village in Wollisso;
15. Annotated bibliography on women and development in Zimbabwe;
16. Annotated bibliography on women and development in Zambia;
17. Voyage d'étude au Cameroun;
18. Séminaire sur l'élaboration, l'exécution et l'évaluation de projets;
19. Research publications of ATRCW (French edition also);
20. Women and Traditional Palm Oil Processing;
21. Rapport du séminaire sous-régional sur l'élaboration de projets (Brazzaville);
22. Rapport des trois séminaires de formation aux techniques de formation des projets : Côte d'Ivoire, Guinée et Sénégal;
23. Rapport du séminaire sur l'économie familiale, facteur du développement économique et social d'un pays;
24. Teinturerie artisanale : projet d'un manuel;
25. Law and the status of women in Ghana;
26. Le droit et le statut de la femme au Zaïre;

27. Study of appropriate technology in Egypt;
28. Three studies on Fish processing in West Africa;
29. National machinery information seminar : Malawi;
30. ECA Resolutions on women and development;
31. Manual for machineries on women and development (English and French edition);
32. Training and employment opportunities for out-of-school girls in Dar-es-Salaam;
33. Guide to the preparation and implementation of project proposals on women and development (English and French edition);
34. La femme camerounaise et le développement-bibliographie;
35. Séminaire de formation aux techniques d'élaboration de projets : Guinée, Côte d'Ivoire et Mali (1980);
36. Traditional Palm Oil processing : Women's role and the application of appropriate technology (1983).